

IX
1946

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

**"Loi etendant la Juridiction du Magistrat en
Police Correctionnelle et pour le Recouvrement
de Menues Dettes (1946)".**

(Enregistré sur les Records de l'Ile de Guernesey le
31 août 1946).



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" CO., LTD.
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ETATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1946.

ORDRE EN CONSEIL.



A LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNESEY

*Le trente-et-un août mil neuf cent quarante-six, par
devant Messire Abraham James Lainé, K.C.I.E.,
Lieutenant-Baillif ; présents : Jean Allès Simon,
Osmond Priaulx Gallienne, écuyers, Ernest de
Garis, écuyer, O.B.E., Messire John Leale,
Chevalier, Arthur Falla, Pierre de Putron,
Quertier Le Pelley, Walter John Sarre, écuyers,
et Richard Henry Johns, écuyer, O.B.E., Jurés.*

Monsieur le Lieutenant-Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 2 août 1946 ratifiant un Projet de Loi intitulé " Loi étendant la Juridiction du Magistrat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement de Menues Dettes (1946) ",—la Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre en Conseil, ouïes les conclusions du Contrôle du Roi, a ordonné que le dit Ordre en Conseil sera enregistré sur les records de cette Ile, duquel Ordre en Conseil la teneur suit :—

At the Court at Buckingham Palace

The 2nd day of August, 1946.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT.

LORD MACMILLAN.

MR. SECRETARY EDE.

MR. BARNES.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of

LE 31 AOUT 1946.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of August, 1946, in the words following, viz :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 18th day of December, 1936, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—

‘ 1. That on the 6th day of April, 1946, the Royal Court adopted a Bill or “Projet de Loi” entitled “Loi étendant la juridiction du Magistrat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement de Menues Dettes (1946),” and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for approval. 2. That on the 3rd day of May, 1946, the said Bill or “Projet de Loi” was considered by the States, when a resolution was passed approving the same and authorizing the Bailiff to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto. 3. That on the 22nd day of June, 1946, the Royal Court, as the result of further consideration of the matter, adopted certain amendments to the said Bill or “Projet de Loi” and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for approval. 4. That on the 10th day of July, 1946, the said amendments were considered by the States, when a resolution was passed approving the same and authorizing the Bailiff to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction to the said Bill or “Projet de Loi” as amended. 5. That the said Bill or “Projet de Loi” as amended is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or “Projet de Loi” of

the States of Guernsey entitled "Loi étendant la juridiction du Magistrat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement de Menues Dettes (1946)," and to order and direct that the same shall have force of Law in the Island of Guernsey.'

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi."

HIS MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

AND HIS MAJESTY doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

AND the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

E. C. E. Leadbitter.

Projet de Loi referred to in the foregoing
Order in Council.

PROJET DE LOI

INTITULÉ

“ Loi étendant la Juridiction du Magistrat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement de Menues Dettes (1946) ”.

LES ETATS ont approuvé les dispositions suivantes
lesquelles, moyennant la Sanction de Sa Très Excel-
lente Majesté en Conseil, auront force de Loi en cette
Ile.

1. La Loi ayant rapport à l'Institution d'un Magis-
trat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement
de Menues Dettes sanctionnée par Ordre en Conseil
enregistré sur les Records de cette Ile le 28 mars 1925
et ci-après désignée “ la dite Loi ” aura effet désormais
sujet aux modifications suivantes :—

(i) L'Article suivant sera substitué à l'Article 7 de
la dite Loi :—

“ ARTICLE 7.

Dès que le Magistrat sera assermenté il ne pourra
pendant sa gestion d'office exercer aucune autre
fonction publique sauf—

- (a) celles s'attachant à l'exercice d'un autre office
auquel il pourra être nommé par la Cour
Royale ou par les Etats; ou
- (b) celle d'Avocat dans les limites prescrites par
l'Article 2 de cette Loi.

La charge de Juré-Justicier est incompatible avec
celle de Magistrat sauf comme remplaçant aux fins
de l'Article 6 de cette Loi.”

(2) L'Article suivant sera substitué à l'Article 11
de la dite Loi :—

“

ARTICLE II.

(1) Le Magistrat siégera aux enquêtes sur les causes en cas de mort.

(2) Seront de la compétence, en matières criminelles et quasi-criminelles, du Magistrat siégeant en Cour de Police Correctionnelle—

- (i) les offenses susceptibles de juridiction sommaire et portant punition par emprisonnement n'excédant pas six mois avec ou sans travail forcé ou par amende n'excédant pas Cent livres sterling ou par tels emprisonnement et amende cumulativement n'excédant pas les dites limites :

POURVU que l'aggrégat des punitions par lui imposables à la même occasion contre une même personne trouvée coupable de plusieurs offenses ne dépassera pas douze mois d'emprisonnement avec ou sans travail forcé ou deux cents livres sterling d'amendes ou tels emprisonnement et amendes cumulativement :

- (ii) les offenses portant punition d'au-delà des limites précitées qui sont ou qui seront autorisées par disposition de la Loi d'être jugées sommairement par devant le Magistrat :
- (iii) les matières criminelles autres que Trahison, Homicide, Rapt, Incendie Prémeditée, Vol avec violence, Piraterie, Faux et Parjure, et les matières quasi-criminelles lorsqu'il aura constaté sur les faits établis que, à cause du peu de gravité de l'offense alléguée, la culpabilité de l'accusé si elle est prouvée ne mériterait pas plus de six mois d'emprisonnement au travail forcé ou cent livres sterling d'amende ou emprisonnement et amende à la fois jusqu'à telles limites. Minute de cette constatation sera faite dans la sentence rendue.

POURVU—

- (a) qu'une personne accusée devant le Magistrat d'une offense spécifiée dans les sous-sections (i), (ii) et (iii) de cette section, n'étant pas un assaut, la rendant passible d'être emprisonnée par le Magistrat pour un terme excédant trois mois, pourra, lors de sa comparution devant la Cour et avant qu'on fasse enquête sur l'accusation, mais pas après, demander d'être jugée par la Cour Royale ;
- (b) que le Magistrat, avant de faire enquête sur l'accusation au sujet d'une offense visée par le paragraphe (a) de cette condition, s'adressera à l'accusé dans le sens suivant :—

'You are charged with an offence in respect of the commission of which you are entitled, if you desire it, instead of being tried by me, to be tried by the Royal Court; do you desire to be tried by the Royal Court?'

avec une exposition, si le Magistrat croit que telle exposition est désirable pour l'information de la personne à laquelle la question est adressée, de la signification et de l'effet d'être jugé par devant la Cour Royale.

(3) Le Magistrat, lorsqu'un accusé aura demandé d'être jugé par devant la Cour Royale aux fins de la section (2) de cet Article, ou lorsqu'il sera d'opinion après l'examen des faits que l'offense soumise à son jugement est en dehors de sa compétence ou qu'elle mérite une punition d'au-delà de ce qu'il est compétent d'infliger,—

- (a) dans le cas d'une matière criminelle, prendra les dépositions des témoins par écrit conformément à la procédure prescrite par Ordonnance et constituera l'accusé comme prisonnier pour que son procès ait lieu devant la Cour Royale ;
- (b) en cas d'une matière quasi-criminelle, remettra la cause aux Officiers du Roi, qui pour-

suiront l'accusé par devant la Cour Royale comme de raison.

(4) Le Magistrat pourra en toute matière criminelle à sa discrétion admettre l'accusé à donner caution de sa comparution en justice, et fixer le montant de la caution à fournir, laquelle si elle est fournie, sera déposée entre les mains du Greffier du Roi.

(5) Dans toutes Lois et Ordonnances présentement en force les expressions 'Cour de Police Correctionnelle' et 'Cour Ordinaire siégeant en Cour de Police Correctionnelle' seront censées s'étendre à la Cour présidée par le Magistrat."

2. Pour les besoins de cette Loi, toute contravention d'une Ordonnance de la Cour Royale et toute offense punissable en vertu d'aucun des Règlements dits "The Defence (General) (Guernsey) Regulations, 1945" ou d'aucun autre règlement présentement ou ci-après en vigueur sera censée être une matière quasi-criminelle sujette d'être jugée sommairement.

3. Dans l'alinéa ajouté à l'Article 13 de la dite Loi aux fins de la Loi portant amendement à la Loi ayant rapport à l'Institution d'un Magistrat en Police Correctionnelle et pour le Recouvrement de Menues Dettes sanctionnée par Ordre en Conseil enregistré sur les Records de cette Ile le 20 août 1932 les mots "Vingt-cinq livres sterling" seront substitués aux mots "Dix livres sterling".

4. L'alinéa (b) de l'Article 1 de la Loi précisant les pouvoirs de la Cour des Chefs Plaids de décerner la Peine d'Emprisonnement et d'autoriser la Visite de Prémisses sanctionnée par Ordre en Conseil enregistré sur les Records de cette Ile le 23 mai 1936 et les Articles 2 et 3 de telle Loi sont et demeurent rappelés.

JAMES LE PAGE,
Député Greffier du Roi.

TRANSLATION.

PROJET DE LOI

ENTITLED

LAW EXTENDING THE JURISDICTION OF THE POLICE COURT AND PETTY DEBTS COURT MAGISTRATE (1946).

THE STATES have approved the following provisions which, on receiving the sanction of His Most Excellent Majesty in Council, shall have force of Law in this Island.

1. The Law with reference to the Appointment of a Magistrate with Police Court jurisdiction and for the Recovery of Petty Debts sanctioned by Order in Council registered on the Records of this Island on the 28th day of March, 1925, and hereinafter referred to as "the said Law", shall have effect hereafter subject to the following modifications:—

(1) The following Article shall be substituted for Article 7 of the said Law:—

"ARTICLE 7.

From the time that the Magistrate is sworn in he shall not during his tenure of office perform any other public function except—

- (a) those connected with the performance of another public office to which he may be appointed by the Royal Court or by the States; or
- (b) that of Advocate within the limits prescribed by Article 2 of this Law.

The office of Jurat is incompatible with that of Magistrate except as substitute Magistrate in accordance with the provisions of Article 6 of this Law."

(2) The following Article shall be substituted for Article 11 of the said Law:—

“ ARTICLE 11.

(1) The Magistrate shall hold inquests into the causes of deaths.

(2) The Magistrate sitting with Police Court jurisdiction shall be competent to deal with the following criminal and quasi-criminal matters:—

- (i) offences liable to be dealt with summarily and punishable by imprisonment not exceeding six months with or without hard labour or by fine not exceeding one hundred pounds sterling or by both such imprisonment and fine not exceeding the said limits:

PROVIDED that the aggregate of the punishments which may be inflicted by him on the same occasion on one and the same person found guilty of several offences shall not exceed twelve months' imprisonment with or without hard labour or the sum of two hundred pounds sterling in fines or both such imprisonment and such fines:

- (ii) offences punishable beyond the aforesaid limits which are or which may be directed by the provisions of the law to be dealt with summarily by the Magistrate:
- (iii) criminal matters other than Treason, Homicide, Rape, Arson, Robbery with Violence, Piracy, Forgery and Perjury, and quasi-criminal matters when he has ascertained on the facts established that, by reason of the lack of gravity of the alleged offence, the guilt of the accused, if proved, would not merit more than six months' imprisonment with hard labour or a fine of one hundred pounds sterling or both such imprisonment and such fine up to such limits. This fact shall be recorded in the sentence passed.

PROVIDED—

- (a) that a person charged before the Magistrate with an offence specified in subsections (i), (ii) and (iii) of this section, not being an assault, rendering him liable to be imprisoned by the Magistrate for a term exceeding three months, may, on appearing before the Court and before the charge is gone into, but not afterwards, claim to be tried by the Royal Court ;
- (b) that the Magistrate, before going into the charge in respect of an offence referred to in paragraph (a) of this proviso, shall address the accused to the following effect :—

‘ You are charged with an offence in respect of the commission of which you have the right, if you desire it, instead of being tried by me, to be tried by the Royal Court ; do you desire to be tried by the Royal Court ? ’

with a statement, if the Magistrate thinks such statement desirable, for the information of the person to whom the question is addressed, of the meaning and effect of being tried by the Magistrate and of being tried by the Royal Court.

(3) If an accused person has claimed the right of trial before the Royal Court under section (2) of this Article or if the Magistrate is of opinion after considering the facts that he is not competent to try the offence before him or that it merits a punishment exceeding that which he is competent to inflict, he shall—

- (a) in the case of a criminal matter, take the evidence of the witnesses in writing in accordance with the procedure prescribed by Ordinance and shall commit the accused for trial before the Royal Court;

(b) in the case of a quasi-criminal matter, remit the matter to the Law Officers of the Crown, who shall prosecute the accused before the Royal Court accordingly.

(4) The Magistrate may in any criminal matter in his discretion admit the accused to bail, and fix the amount of such bail, which, if given, shall be deposited in the hands of His Majesty's Greffier.

(5) In all Laws and Ordinances at present in force the expressions 'Cour de Police Correctionnelle' and 'Cour Ordinaire siégeant en Cour de Police Correctionnelle' shall be deemed to extend to the Court presided over by the Magistrate."

2. For the purposes of this Law, any contravention of an Ordinance of the Royal Court and any offence punishable by virtue of any of the Regulations entitled "The Defence (General) (Guernsey) Regulations, 1945" or of any other regulation now or hereafter in force shall be deemed to be a quasi-criminal matter liable to be dealt with summarily.

3. In the paragraph added to Article 13 of the said Law under the provisions of the Law amending the Law with reference to the Appointment of a Magistrate with Police Court jurisdiction and for the Recovery of Petty Debts sanctioned by Order in Council registered on the Records of this Island on the 20th day of August, 1932, the words "Vingt cinq livres sterling" shall be substituted for the words "Dix livres sterling".

4. Paragraph (b) of Article 1 of the Law defining the powers of the Court of Chief Pleas to impose the Penalty of Imprisonment and to authorise the Search of Premises sanctioned by Order in Council registered on the Records of this Island on the 23rd day of May, 1936, and Articles 2 and 3 of that Law are and remain repealed.